

Les présidentielles et l'islam.



Article rédigé par *Général Roure*, le 14 mai 2022

Ce premier tour des élections présidentielles m'amène à un constat indépendant de tout engagement partisan.

Je ne suis pas politologue, je n'ai aucune compétence en matière de sondages, aussi mes commentaires s'appuieront-ils sur les chiffres présentés par les experts, présentés comme tels par les médias grand public.

Les lire suscite en moi une inquiétude, née non pas d'une déception relative au score d'un candidat que j'aurais pu soutenir, mais du résultat obtenu par Jean-Luc Mélenchon ténor de l'extrême gauche, et surtout, selon les experts pré-cités, candidat appuyé par l'islam.

En effet près de 70% des musulmans titulaires d'une carte d'identité française et ayant voté, lui ont apporté leur soutien.

Ils ont constitué l'essentiel de son électorat.

Nous sommes confrontés à une situation, réelle et grave, qui montre très concrètement qu'une partie de la population refuse de s'intégrer.

Elle ne se reconnaît pas dans les usages de la majorité des votants.

L'option politique n'ayant aucun sens en terre d'islam, il est logique que les musulmans installés en France votent pour celui qui leur promet de prendre en compte la prééminence d'une vision théocratique sur une laïcité acceptée, quant à elle, par la quasi-totalité de l'électorat culturellement chrétien.

C'est bien de cela dont il s'agit, car pour draguer les voix musulmanes il n'y a guère d'autre chemin que de consentir aux particularismes de ces électeurs.

Or, avec les musulmans c'est l'approche du divin qui est en cause dans une conception globalisante de la vie.

L'État, pour eux, doit s'inscrire dans l'ordre religieux.

Nous savons ainsi que dans les 57 pays de l'Organisation de la Coopération Islamique seule la charia est reconnue comme loi et que les seuls droits de l'homme admis, ne sont pas ceux de l'ONU, mais ceux inspirés des textes islamiques où le collectif prime sur l'individu et le musulman sur le chrétien ou le juif.

Dans les objectifs de l'OCI nous trouvons la protection des musulmans, partout dans le monde, et l'exigence – ou la recherche-, dans les pays non-musulmans, de l'application, pour eux, du droit islamique.

Dans ce totalitarisme religieux l'individu est soumis à sa communauté et ne peut que difficilement s'en échapper. Pour cette raison le rôle des imams et prédicateurs s'avère déterminant.

Ils ont ainsi appelé « les citoyens français de confession musulmane à voter dès le premier tour pour le moins pire des candidats à cette élection présidentielle : Jean-Luc Mélenchon. ».

Il faut en effet savoir que l'islam admet des compromis provisoires tant qu'il est en infériorité.

Il s'agit du principe du « moindre mal » qui doit lui permettre de se renforcer.

Il est voisin de la taqiya qui est le mensonge légal, une pratique de précaution consistant, face à une menace vraie ou supposée, à dissimuler ou à nier sa foi ou une action pourtant commise.

Le résultat de monsieur Mélenchon, qui a frôlé les 25% de voix, signifie clairement qu'il aurait pu accéder au second tour de l'élection présidentielle grâce au vote des musulmans.

Inévitablement il aurait été de plus en plus dépendant de ses soutiens.

Le reste de l'électorat de tradition démocratique, s'étant réparti sur les autres candidats en fonction, non pas de l'appartenance religieuse, mais selon une option politique personnelle plus ou moins réfléchie, je suis obligé de constater que la France se partage vraiment en deux communautés.

L'une, la communauté nationale historique, attachée à la démocratie et l'autre, islamique, fidèle à une idéologie religieuse étrangère à la France, qui refuse l'intégration.

Elle agit solidairement comme elle y est obligée par la mosquée.

Son poids est de moins en moins négligeable; nous venons d'en avoir la preuve.

Nous risquons de rejoindre à moyen terme, le système africain où l'appartenance ethnique détermine la majorité et biaise les principes démocratiques.

C'est ce que Bernard Lugan nomme « l'ethno- mathématique ».

Si dans des élections futures cette communauté, avec ses alliés, parvient à obtenir une majorité, il est vraisemblable que l'âme de la France en sera changée.

Monsieur Mélenchon a joué avec le feu, mais il aura eu le mérite de nous apporter, malgré lui, une confirmation concrète et incontestable de la dangerosité de cette idéologie religieuse portée par une population dont le nombre ne cesse de grandir.

Il est grand temps de réagir.

Henri ROURE

14/05/2022 06:00